

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-offre-de-dialogue-de-Cuba-devrait-trouver-un-echo-malgre-une-facade-d-aparat-des-Etats-Unis>

L'offre de dialogue de Cuba devrait trouver un écho malgré une façade d'apparat des Etats-Unis.

- Les Cousins - Cuba -
Date de mise en ligne : lundi 4 décembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Antonio Rodriguez

Agence France-Presse

Washington. Le lundi 4 décembre 2006.

L'offre de dialogue lancée en direction de Washington samedi par Raul Castro a de bonnes chances de trouver un écho aux États-Unis, alors qu'il semble acquis que son frère Fidel, malade, ne reviendra pas au pouvoir, estiment plusieurs experts interrogés par l'AFP.

« Ce que Raul a voulu faire comprendre à Washington, c'est que Cuba sans Fidel, c'est un terrain inconnu pour tout le monde et qu'il serait mieux que les relations (entre les deux pays) soient normalisées », explique Marifeli Pérez-Stable, vice-présidente du centre de recherches Diálogo Interamericano.

Quatre mois après une passation de pouvoir temporaire entre les deux frères, l'absence de Fidel lors des cérémonies qui se sont déroulées à la Havane en fin de semaine dernière pour son 80e anniversaire, montre qu'il est « en mauvaise santé » et que « tout est entre les mains de son frère », estime Ana Faya, de la Fondation canadienne pour l'Amérique latine (FOCAL).

Samedi, Raul Castro a choisi une date symbolique, celle du 50e anniversaire du débarquement à Cuba de Fidel et de ses guérilleros, pour proposer qu'un dialogue soit renoué entre les deux pays.

En août, Raul Castro, 75 ans, avait déjà fait une proposition similaire dans un entretien au quotidien officiel cubain Granma.

En guise de réponse, les États-Unis, par la voix du responsable de la diplomatie pour l'Amérique latine, Tom Shannon, avait ressorti une offre du président George W. Bush de 2002 qui conditionnait une levée de l'embargo nord-américain à un début de transition démocratique à Cuba.

Cette fois-ci, le département d'État s'est borné à répéter point par point la position officielle de Washington : pas de négociations sans un début de transition démocratique sur l'île, soumise à un embargo économique américain depuis 1962.

Mais Mme Pérez-Stable minimise l'importance du discours officiel et est convaincue que Washington « va prendre au sérieux la proposition » de Raul Castro.

Tous les experts ne partagent toutefois pas cet avis. Julia Zweig, qui vient de publier un article critiquant la politique américaine vis-à-vis de Cuba dans la revue Foreign Affairs, rappelle que « Fidel a eu cette position pendant des années » sans que Washington change d'attitude.

Mais pour Mme Pérez-Stable, « le contexte a changé : Fidel Castro est quasiment mort (...), les républicains ont perdu la majorité au Congrès le 7 novembre » et la campagne électorale pour les élections de 2008 est sur le point de démarrer.

Janette Habel, spécialiste de l'Amérique latine à l'Institut français des Hautes études, souligne également l'importance du contexte politique latino-américain avec la réélection de Hugo Chavez et de Daniel Ortega et l'arrivée au pouvoir de Alvaro Correa en Equateur.

L'offre de dialogue de Cuba devrait trouver un écho malgré une façade d'apparat des Etats-Unis.

Selon l'experte, le message de Castro est « un défi » lancé aux États-Unis qui signifie : « Nous sommes prêts à négocier. Et vous, que répondez-vous ? ». Face à cette interpellation, Janette Habel souligne « la nécessité pour Washington de faire un geste diplomatique envers l'Amérique latine ».

Ana Faya, de son côté, estime « qu'il y a eu des changements réels » à Cuba depuis que Fidel a été contraint de passer les rênes du pouvoir à son frère à la suite d'une grave opération à l'intestin à la fin juillet.

« Ils sont en train de mettre au point pour 2007 des initiatives économiques qui étaient paralysées depuis longtemps », fait remarquer Pérez-Stable, suggérant que le gouvernement dirigé par Raul pourrait « légaliser les petites entreprises privées en 2007 ».

Dans ces conditions, « il devrait y avoir un geste des États-Unis, que ce soit par des canaux directs ou parallèles », estime-t-elle.